



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
 (Convocation du 20 février 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	41
• Voix	230
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	41
• Voix	230
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescloute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2023 - Nouvelle action - 1ère phase d'études et maîtrise d'œuvre pour la constitution des dossiers d'enquête publique des solutions de stockage validées dans le cadre du projet de territoire du Midour - Fiche n° 35

Exposé des motifs :

En plus des différentes actions d'économies d'eau ou de réutilisation des eaux usées menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire du Midour, les différentes études quantitatives ont révélé la nécessité, d'une part, de sécuriser le remplissage des réservoirs de Maribot, de Lapeyrie, de Charros et d'Arthez, et d'autre part, d'augmenter la capacité de stockage des réservoirs de Maribot et de Lapeyrie en proposant des solutions de réhausses optimisées.

A l'occasion de l'adoption du programme d'actions 2020, le comité syndical avait délibéré favorablement sur la fiche programme n°46 qui traitait de cette opération et mentionnait un montant estimatif de ces études à hauteur de 518 000 € HT.

Aujourd'hui il convient d'actualiser cette opération tant au niveau de son coût prévisionnel, que de son calendrier de réalisation et de son plan de financement prévisionnel.

Considérant que le coût prévisionnel de la 1^{ère} phase d'études et maîtrise d'œuvre jusqu'à l'élaboration du dossier d'enquête publique conjoint complet a été estimé à 805 475 € HT,
Considérant le calendrier de réalisation prévoyant le lancement de cette 1^{ère} phase d'études et maîtrise d'œuvre pour constitution du dossier réglementaire au mois d'avril 2023 et cela afin d'envisager une mise à l'enquête publique à partir du mois de juillet 2025,
Considérant la faisabilité d'un cofinancement par l'agence de l'eau Adour Garonne, par la Région Nouvelle-Aquitaine et par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),
Considérant la présentation détaillée de cette opération dans la fiche programme n° 35 ci-annexée,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche programme n°46 du programme 2020,
- d'approuver l'ajout au programme d'actions 2023 de la fiche programme n°35 ci-annexée,
- d'arrêter à 805 475 € HT le coût prévisionnel de la 1^{ère} phase d'études et maîtrise d'œuvre,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel présenté dans la fiche programme n°35 ci-annexée,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023

Affiché/Publié le 18/03/2023

ID : 040-254002264-20230308-230308H1807H1-DE



Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.

FICHE DE PROPOSITION n° 35

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Solutions de stockages validées dans le cadre du projet de territoire du Midour : réhausses des réservoirs de soutien d'été (Maribot et Lapeyrie) et pompages complémentaires (Maribot, Lapeyrie, Charros et Arthez)

Phase 1 : études et maîtrise d'œuvre pour la constitution des dossiers d'enquête publique

Zone d'influence :

Midour gersois et landais

Description de l'opération :Origine - contexte

Les études quantitatives menées dans le cadre du projet de territoire du Midour ont révélé la nécessité :

1/ de sécuriser le remplissage de 4 réservoirs de soutien d'été actuels (Maribot, Lapeyrie, Charros et Arthez), par la mise en œuvre de **pompages complémentaires** : actuellement, les 3 réservoirs amont gersois (Maribot, Bourgès et Lapeyrie) se remplissent une année sur deux, et les 2 réservoirs landais sept années sur dix.

À l'horizon 2050, compte tenu de la sollicitation plus importante due à la baisse des débits d'été et l'augmentation des évapotranspirations, il n'y aura quasiment plus de report interannuel, ce qui accentuera le déficit de remplissage, estimé à 2,1 Mm³ (dont 0,7 pour Maribot, 0,4 pour Lapeyrie, 0,6 pour Charros, 0,4 pour Arthez).

2/ de stocker 1,1 Mm³ supplémentaires dont 700 000 m³ consacrés à la gestion pluriannuelle permettant de satisfaire les besoins à l'été malgré un hiver sec et un non remplissage effectif des ouvrages, sans augmentation des autorisations d'irrigation.

Ces volumes sont à répartir sur les trois types de solutions en fonction de l'étude de faisabilité.

Afin de valoriser au maximum les sites des réservoirs de soutien d'été existants et de limiter le nombre de nouveaux sites de stockage en retenues déconnectées (règle du SAGE Midouze), les solutions consistent en des **réhausses optimisées des réservoirs de soutien d'été de Maribot (0,4 à 0,5 Mm³) et de Lapeyrie (0,2 Mm³)**, complétées par 2 ou 3 retenues déconnectées situées sur les bassins 2 (aval Riberette), 4 et 5 (secteurs Nogaro et Laujuzan) pour un volume cumulé de 0,4 à 0,5 Mm³ (scénarii D à F des solutions de stockage) : l'objectif est de stocker la ressource au plus près des usages pour améliorer l'efficacité de gestion, tout en garantissant la gestion pluriannuelle par stockage du volume correspondant dans les 2 réservoirs de soutien d'été réhaussés, pour garantir le « multi-usages ».

Ces pompages complémentaires - action MRC2a - et réhausses - action MRC2b - s'accompagneront des mesures d'évitement ou de réduction des impacts sur les milieux de prélèvement et de rejet :

- puits en berge, station de pompage alimentée par panneaux solaires, adaptation du débit à la capacité hydrologique du cours d'eau source (à préciser lors de l'étude d'impact) ;
- canalisation vers le réservoir en suivant au maximum les voiries (sous accotements) ;
- création de bassins tampons (filtres plantés de roseaux...) avant le rejet dans le réservoir pour préserver la qualité des eaux par piégeage des sédiments et permettre une relative épuration physico-chimique.

Pour les réhausses des réservoirs de soutien d'étiage de Lapeyrie et de Maribot, une plus grande capacité des équipements de pompages complémentaires sera nécessaire.

Afin de garantir la mutualisation des ressources stockées, une gestion coordonnée et efficiente, la satisfaction des différents usages, l'ensemble de ces stockages structurants sera géré à l'échelle du bassin versant par l'Institution Adour. Cette gestion mutualisée de la ressource s'appuiera sur la mutualisation des coûts, répartis à l'échelle des axes réalimentés pour la compensation des prélèvements (3 000 ha de surfaces autorisées en cours d'eau sur le bassin versant du Midour) et sur les différents usages.

Usage salubrité : contribution au débit consigne à Laujuzan (80 l/s) qui permet d'assurer une partie du débit de dilution nécessaire de la STEP de Nogaro = 160 l/s.

Pour le réservoir de Maribot, le projet de réhausse envisagé va intégrer le confortement pérenne du talus aval et rétablir la stabilité globale du barrage.

Pour le réservoir de Lapeyrie, le projet de réhausse envisagé va intégrer le confortement du parement amont.

Buts de la phase 1

Réaliser les études préalables (techniques, environnementales, foncières ou encore réglementaires) en vue de constituer le dossier d'enquête publique conjoint.

Contenu de la phase 1

Études et maîtrise d'œuvre jusqu'à l'élaboration du dossier d'enquête publique conjoint complet.

- Etudes préliminaires : techniques (hydrologie, géotechnie, topographie), environnementales, foncières, réglementaires (sécurité des ouvrages)
- AVP
- Constitution du dossier d'enquête publique
- Accompagnement pendant l'enquête publique

Calendrier phase 1

Délais estimatifs 26 mois

- 1^{ère} phase d'études et maîtrise d'œuvre pour constitution du dossier réglementaire : 15 mois (avril 2023/juillet 2024)
- instruction du dossier par les services de l'État : 11 mois (août 2024/juin 2025)

Coût prévisionnel phase 1 : 805 475 € HT (hors ingénierie Institution Adour)

Études préliminaires	315 850 € HT
Avant-projet	225 000 € HT
Dossiers d'enquête publique	259 125 € HT
Accompagnement pendant l'enquête publique	5 500 € HT

L'ingénierie de l'Institution Adour est financée au travers des charges générales de fonctionnement avec une aide de 70% de l'agence de l'eau Adour-Garonne au titre de l'animation du PTGE Midour.

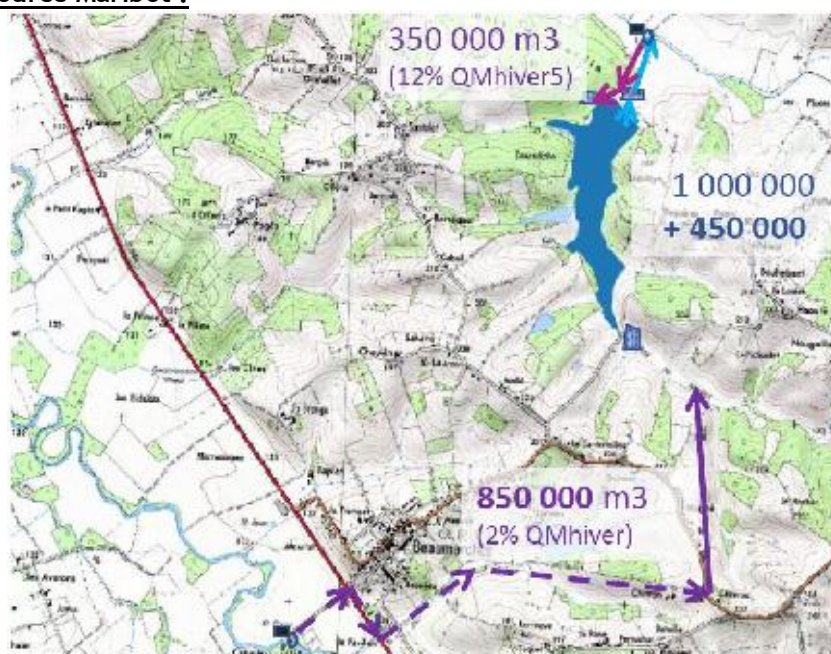
Pour info le coût prévisionnel de la MOE phase 2 incluant les phases PRO, ACT, VISA, DET, AOR, suivi et auscultation des ouvrages pendant la première phase de mise en eau, rédaction de nouvelles consignes écrites et accompagnement à la communication sur les projets est estimé à 490 812 € HT.

Le coût total de la maîtrise d'œuvre est donc estimé à 1 296 287 € HT (pour un coût des travaux estimé à 12 040 000 € HT).



Plan de financement prévisionnel phase 1 :

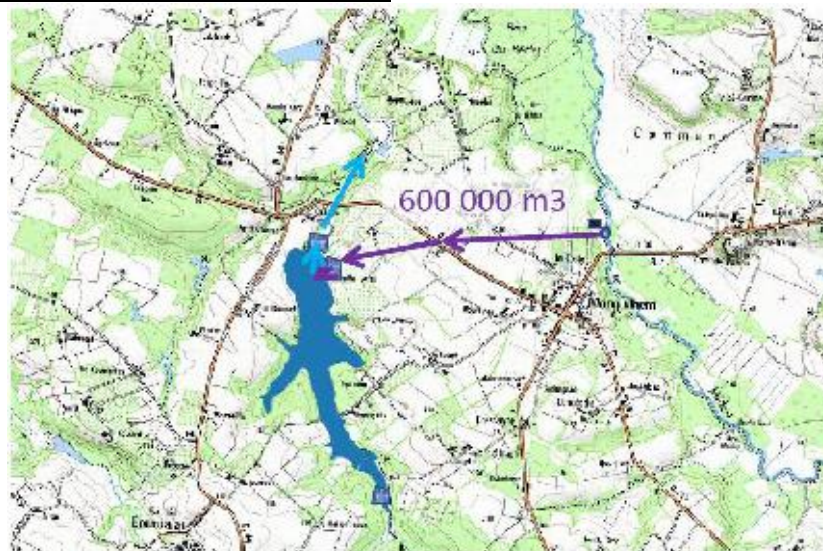
	Montant de dépenses éligibles € HT	Taux de subvention	Montant Subvention
Agence de l'eau Adour-Garonne	805 475 €	70%	563 832,50 €
Région Nouvelle-Aquitaine / FEADER Nouvelle-Aquitaine	518 000 €	10%	51 800,00 €
Autofinancement			189 842,50 €
Département du Gers (45%)			85 429,12 €
Département des Landes (55%)			104 413,38 €
TOTAL			805 475,00 €

Plan de situation :**Projet de ressource Maribot :**

Projet de ressource Lapeyrie :



Projet de pompage complémentaire Charros :



Projet de pompage complémentaire Arthez :

